

برنامج
الأغذية
العالمي



Programme
Alimentaire
Mondial

World
Food
Programme

Programa
Mundial
de Alimentos

**Troisième session ordinaire
du Conseil d'administration**

Rome, 21 - 24 octobre 1996

SCHÉMAS DE STRATÉGIE DE PAYS

Point 5 de l'ordre du
jour

GHANA - SSP

RÉSUMÉ

Le Ghana est un pays à faible revenu et à déficit vivrier, dont le produit intérieur brut par habitant (PIB) est de 450 dollars par an et le taux d'autosuffisance alimentaire d'environ 70 pour cent. Quelque 31 pour cent de la population vivent au-dessous du seuil de pauvreté. Avec 28 pour cent seulement des pauvres en zones urbaines, la pauvreté est un phénomène principalement rural. La majorité des pauvres vivent dans les zones de savane et de forêt. L'aide du PAM a surtout bénéficié jusqu'ici aux travailleurs participant à des projets du secteur public, dans lesquels elle a été utilisée comme salaire de complément. Il est envisagé de cibler cette aide sur les zones les plus pauvres et les plus défavorisées du pays et de stimuler grâce à elle des activités participatives en auto-assistance destinées à développer l'infrastructure rurale et l'agriculture. Une partie de l'aide prévue, soit environ sept millions de dollars, sera aussi destinée à la mise en valeur des ressources humaines.

Distribution: GÉNÉRALE

WFP/EB.3/96/6/Add.3

30 août 1996

ORIGINAL: ANGLAIS

Le tirage du présent document a été restreint. MM. les délégués et observateurs sont donc invités à apporter leur exemplaire personnel en séance et à ne pas demander d'exemplaires supplémentaires.

NOTE À L'INTENTION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Le présent document contient des recommandations présentées au Conseil d'administration pour examen et observations.

Conformément aux décisions prises par le Conseil d'administration à sa première session ordinaire sur les méthodes de travail, les documents établis par le Secrétariat à l'intention du Conseil ont été rédigés dans un souci de concision et axés sur la prise de décisions. Les réunions du Conseil d'administration doivent prendre un tour pragmatique et favoriser le dialogue et les échanges entre les délégations et le Secrétariat. Celui-ci poursuivra les efforts déployés pour faciliter la mise en oeuvre de ces principes directeurs.

Le Secrétariat invite les membres du Conseil qui souhaitent poser des questions d'ordre technique sur ce document à contacter directement les fonctionnaires mentionnés ci-après, de préférence quelque temps avant la session du Conseil. Cette procédure vise à faciliter l'examen du document en session plénière.

Les fonctionnaires du PAM responsables de ce document sont les suivants:

Directeur régional: V.Sequeira tel.: 5228-2301

Chargé des opérations: S. Porretti tel.: 5228-2383

Pour toute question concernant la distribution des documents présentés au Conseil d'administration, veuillez contacter l'employé chargé de la documentation (tél.: 5228-2641).



INTRODUCTION

1. Le Ghana, dont la superficie totale est de 238 533 km carrés, est situé en Afrique de l'Ouest, où il a des frontières communes avec le Togo à l'est, la Côte d'Ivoire à l'ouest et le Burkina Faso au nord. Au sud, le pays est bordé par le golfe de Guinée. Il est divisé en 10 régions administratives et 110 districts. Le recensement de la population de 1984 a dénombré au total 12,3 millions d'habitants, soit 44 pour cent de plus qu'en 1970 (8,56 millions). Sur la base d'un taux annuel d'accroissement démographique projeté à trois pour cent, la population du Ghana est estimée en 1994 à 16 525 000 habitants. A ce rythme, la population du pays sera proche de 20 millions d'habitants à la fin du siècle. Avec une proportion de 32 pour cent des habitants en zones urbaines en 1984 (trois pour cent de plus qu'en 1970), la population ghanéenne reste largement rurale.

L'INSECURITE ALIMENTAIRE ET LES PAUVRES SOUFFRANT DE LA FAIM

Le contexte de la pauvreté

2. Le Ghana est un pays à faible revenu et à déficit vivrier dont le PIB par habitant était de 450 dollars¹ en 1994. Bien que le PIB se soit accru à un taux moyen de cinq pour cent depuis le lancement du Programme de redressement économique (PRE) en 1983, le revenu réel par habitant n'a progressé que de deux pour cent par an. A ce rythme, les ghanéens pauvres ne franchiront pas le seuil de la pauvreté avant 50 ans encore. L'enquête sur le niveau de vie au Ghana (GLSS) a fixé ce seuil à l'équivalent de 163 dollars par an en 1988, et le seuil de la pauvreté extrême à 81,5 dollars. Au niveau national, la proportion de la population définie comme pauvre était, en 1991-1992, de 31 pour cent par rapport au premier seuil de pauvreté (GLSS 3) et de 15 pour cent par rapport au seuil le plus bas. Avec six pour cent des pauvres vivant à Accra, 22 pour cent dans d'autres zones urbaines, et les 72 pour cent restants en zones rurales en 1992², la pauvreté au Ghana est un phénomène essentiellement rural. La savane (spécialement dans les deux régions administratives de l'Upper East et de l'Upper West et dans des poches de la Région Nord) et la zone forestière, avec 52 pour cent de la population nationale, abritent 60 pour cent des pauvres du pays. Les régions Nord, Upper East et Upper West sont parmi les plus pauvres des régions administratives, en ce qui concerne tant l'incidence que la gravité de la pauvreté (Annexe II). Le niveau de pauvreté est également élevé dans la région de la Volta, tandis que celle du Grand Accra figure régulièrement parmi les moins pauvres. Le fort accroissement de la population, dû à des taux de fécondité constamment élevés, qui est actuellement estimé à 5,5 pour cent par an, a nui à la fourniture des services sociaux malgré les progrès réalisés dans ce domaine au cours des dix dernières années. Le niveau général d'éducation est bas, avec un taux d'alphabétisation des adultes estimé à 53 pour cent seulement et qui est deux fois plus faible chez les femmes. Quarante pour cent de la population n'ont toujours pas accès à l'eau potable. L'ampleur du chômage, estimé à pas moins de 40 pour cent dans le secteur formel, et le sous-emploi, principalement dans le secteur informel, contribuent à la pauvreté.

¹ Toutes les valeurs monétaires sont exprimées en dollars des États-Unis.

² *Ghana : Poverty Past, Present and Future* - Banque mondiale, Rapport No.145040-GH, juin 1995.

L'insécurité alimentaire

3. Sur une superficie totale de 23,9 millions d'hectares, les terres agricoles sont estimées à 13,6 millions d'hectares. La superficie cultivée était de 4,3 millions d'hectares en 1990 (31 pour cent des terres arables), tandis que la superficie irriguée ne couvrait que 7 500 hectares (0,17 pour cent de la superficie cultivée). L'agriculture, qui représente 50 pour cent du PIB, apporte une contribution vitale à la croissance économique et au développement global du Ghana. Elle assure aussi 60 pour cent des recettes d'exportation et fait vivre directement ou indirectement 80 pour cent de la population totale, par la production, la distribution des produits agricoles et la fourniture de services divers au secteur agricole. Quelque 1,8 million de propriétaires terriens (exploitants agricoles indépendants), sur une population rurale totale de 10,1 millions de personnes (estimation de 1990) cultivent environ 30 pour cent des terres agricoles disponibles. Quatre-vingt cinq pour cent de ces propriétaires sont de petits exploitants (cultivant moins de deux hectares) qui ont recours à des méthodes de culture traditionnelles exigeant une main-d'oeuvre nombreuse. La croissance dans le sous-secteur de la production vivrière s'est faite principalement par une extension des superficies cultivées, les rendements n'augmentant pratiquement pas. Le taux de croissance de l'agriculture ghanéenne, qui s'est chiffré à 2,7 pour cent au cours des années 80, a constamment été inférieur au taux d'accroissement de la population. Depuis 1990, le taux de croissance de ce secteur est tombé à 2,5 pour cent, et en 1993 la contribution de l'agriculture au PIB avait reculé à 45,2 pour cent. L'importance du cacao dans le secteur agricole et dans l'économie du pays a diminué au cours de la dernière décennie, parallèlement à la baisse des cours internationaux et des rendements. La part du cacao dans le PIB agricole, qui dépassait 30 pour cent durant les années 70, n'est plus aujourd'hui que de 13 pour cent. Le cacao reste néanmoins le deuxième sous-secteur du PIB agricole, après les cultures vivrières, et c'est actuellement la deuxième source de revenus du pays après l'or, ainsi que le deuxième grand produit d'exportation.
4. Malgré l'amélioration générale du ravitaillement depuis le lancement du PRE, le Ghana ne couvrait, en 1990, que 70 pour cent de ses besoins en céréales, 60 pour cent de ses besoins en poisson, 25 pour cent de ses besoins en viande et moins de 20 pour cent de ses besoins en produits bruts destinés aux agro-industries. La production intérieure de riz, l'une des principales céréales, ne couvre pas la moitié des besoins nationaux, tandis que le blé, autre céréale importante, n'est pas du tout cultivé au Ghana. Les importations et l'aide alimentaire suppléent au déficit intérieur, les premières représentant environ cinq pour cent des importations totales. Les projections de la Banque mondiale prévoient une aggravation du déficit vivrier du pays, qui passerait de 128 000 tonnes (environ six pour cent de la demande) en 1987 à 780 000 tonnes (environ 18 pour cent de la demande) en l'an 2000¹. L'aide alimentaire restera donc un élément critique pour combler le déficit.
5. Les efforts déployés au cours des dix dernières années pour accroître les disponibilités alimentaires ont certes rencontré un certain succès, mais des obstacles considérables se dressent encore sur le chemin de la sécurité alimentaire. Ces obstacles recourent toute la gamme des contraintes physiques et écologiques: sols pauvres, effets négatifs du raccourcissement des rotations culturales, manque d'intrants, pression accrue sur les terres disponibles et insuffisance de soutien institutionnel - particulièrement dans les domaines du crédit et de la vulgarisation. On estime qu'en 1988 les pertes dues à la dégradation des sols

¹ Banque mondiale : Ghana - Medium-Term Agricultural Development Strategy: An Agenda for Sustained Growth and Development (1991-2000)



- y compris l'érosion, l'appauvrissement de la structure des sols et la baisse de la fertilité - ainsi que de la végétation par la déforestation et la surexploitation, ont représenté environ quatre pour cent du PIB. Parmi les autres obstacles à la réalisation de la sécurité alimentaire figurent la piètre infrastructure des transports et les lourdes pertes après récolte, qui sont estimées à environ 30 pour cent de la production brute. Au niveau régional, l'effort de sécurité alimentaire a aussi été entravé par la fréquence des catastrophes naturelles comme la sécheresse dans les zones rurales de savane, spécialement dans la région de l'Upper East, et qui s'accompagnent du retour régulier de la faim à certaines époques de l'année. Les principales zones à déficit vivrier sont les régions de l'Upper East et de l'Upper West, ainsi que les districts d'East et West Manprusi dans la région Nord, et les districts côtiers de la région de la Volta et de l'Ouest.

La sécurité alimentaire des ménages

6. L'accès économique à une alimentation suffisante demeure problématique pour la moyenne de la population. La consommation calorique quotidienne de la population générale atteint, selon les estimations, de 78 à 87 pour cent des besoins (entre 2 140 et 2 944 calories par jour et par habitant). L'accès des ménages aux produits alimentaires essentiels est limité, dans les villes, par la faiblesse des revenus, le chômage et le sous-emploi, et, dans les campagnes, par le bas niveau de la production de subsistance et l'absence d'opportunités d'emploi en-dehors de l'agriculture, d'où une insécurité alimentaire chronique.
7. L'état nutritionnel de la population varie selon les zones écologiques du pays, la prévalence de la malnutrition étant plus forte et plus grave dans les zones de savane du nord que dans les ceintures forestière et côtière. La prévalence du retard de croissance, de l'émaciation et de la dénutrition chez les enfants d'âge préscolaire est plus courante dans les régions Nord, Upper West et Upper East que dans le reste du pays (Annexe III). La malnutrition est un problème de santé majeur chez les femmes, spécialement les femmes enceintes ou allaitantes. Près de 70 pour cent des femmes enceintes examinées en 1987 dans les consultations prénatales étaient anémiées d'après les critères de l'OMS. Les carences en micronutriments, et notamment en iode, en fer et en vitamine A, posent aussi de graves problèmes, en particulier dans le nord du pays.

L'incidence de la pauvreté

8. Conjuguée à une forte incidence, la pauvreté est aussi plus grave dans les zones rurales de savane. En ce qui concerne les groupes socio-économiques, la pauvreté est un problème majeur chez les producteurs de denrées vivrières (principalement des agriculteurs de subsistance exploitant moins de 1,6 ha par an) et les travailleurs indépendants hors secteur agricole. Alors que leur part dans la population totale est comprise entre 46 et 50 pour cent, les premiers représentaient 54,4 pour cent des pauvres du pays en 1992, tandis que les seconds en représentaient 22,7 pour cent (Annexe IV). Les pauvres, incapables de fournir les garanties traditionnelles demandées aux emprunteurs, sont privés d'accès au crédit institutionnel et aux technologies modernes; ils n'ont pratiquement pas non plus accès à des services essentiels comme les soins de santé, l'éducation, l'eau et l'assainissement. L'incidence de la morbidité est la plus forte chez les pauvres, tandis que leur niveau d'alphabétisation est faible par rapport à celui des ménages aisés. L'enquête GLSS a révélé, par exemple, qu'en 1992, 13 pour cent des ménages ruraux vivaient dans des communautés ne disposant pas d'école primaire et 36 pour cent, d'école secondaire; 84 pour cent des ménages ruraux n'avaient pas accès à l'adduction d'eau par canalisations, tandis que 52 pour cent des villages étaient dépourvus de services de santé maternelle et infantile ou de

planification familiale. Les stratégies utilisées pour s'en sortir ou survivre comprennent, dans le nord rural, l'exode pour rechercher du travail; dans le sud rural, la compression des dépenses (retrait des enfants de l'école, par exemple) et le changement de structure des ménages, et dans le sud urbain, la compression des dépenses et la diversification des sources de revenus.

La situation des femmes

9. Les femmes présentent de façon plus accentuée les caractéristiques associées à la pauvreté. Alors que le taux d'alphabétisation des hommes de neuf ans et plus était de 42 pour cent en 1989, pour les femmes, le taux correspondant n'était que de 23 pour cent. Les femmes subissent d'importantes contraintes socio-culturelles qui continuent à faire obstacle aux efforts destinés à améliorer leur bien-être. Même si elles représentent 50 pour cent de la main-d'oeuvre totale employée dans l'agriculture et l'élevage, les femmes n'ont qu'un accès limité à la terre en raison des conventions sociales et juridiques, elles ne peuvent obtenir des crédits bancaires faute de garanties et il ne leur est pas possible de tirer pleinement parti des services de vulgarisation. Les carences de l'équipement et des services sanitaires dans les zones rurales, jointes à la lourdeur des tâches qu'elles doivent accomplir, ont aussi des répercussions sur la santé des femmes rurales, spécialement pendant la grossesse et l'allaitement.
10. Dans les zones urbaines, l'accès au marché formel du travail est limité pour les femmes car elles ne possèdent pas les qualifications demandées, par exemple en matière d'éducation ou de qualification professionnelle. D'après le recensement de 1984, 8,3 pour cent seulement des femmes actives se classaient parmi les cadres techniques, administratifs ou de direction. Le secteur informel en revanche constitue la plus importante source d'emploi pour la majorité des femmes actives urbaines, dans les domaines du commerce, de la petite industrie et de l'artisanat.
11. Compte tenu de la contribution effective et potentielle que les femmes peuvent apporter au développement, des tentatives ont été faites pour améliorer l'environnement socio-économique dans lequel elles accomplissent leurs diverses activités productives et reproductives. Le Conseil national des femmes et du développement (NCWD), créé en 1975 pour conseiller le gouvernement sur toutes les questions intéressant les femmes, a aidé plusieurs groupes de femmes en collaboration avec des organismes gouvernementaux et non gouvernementaux, et des donateurs. Le Mouvement des femmes du 31 décembre (31DWM) a aussi été actif dans la promotion et l'assistance des groupes féminins, spécialement au niveau local, en ce qui concerne l'organisation d'activités de production et aussi la sensibilisation des femmes à leur condition et à leur place dans la société.

PRIORITES ET POLITIQUES GOUVERNEMENTALES DE LUTTE CONTRE LA PAUVRETE ET L'INSECURITE ALIMENTAIRE

Politiques générales

12. A l'issue d'une décennie de régression économique, pendant laquelle le produit intérieur brut réel (PIB) du Ghana avait chuté de 10 pour cent et le PIB par habitant de 27 pour cent en 1983, le lancement en 1983 d'un PRE, suivi d'un programme d'ajustement structurel (PAS) a permis au pays de renouer avec la croissance économique. Les principales mesures de réforme économique adoptées comprenaient la libéralisation des taux de change; la



réforme des politiques monétaire et budgétaire, ainsi que l'adoption de politiques des revenus et des prix; le redéploiement des effectifs en surnombre dans l'administration et les services publics; la privatisation des entreprises publiques inefficaces; et une politique de sécurité alimentaire axée sur l'amélioration des technologies agricoles. Depuis, le PIB a crû à un taux moyen de près de cinq pour cent par an, tandis que le PIB par habitant passait de 310 dollars en 1983 à 450 dollars en 1994. Dans le cadre des efforts destinés à améliorer le sort des groupes marginaux, pauvres et autrement vulnérables, durement touchés par le processus de réforme économique, le gouvernement a lancé en 1988 un programme d'actions visant à atténuer les coûts sociaux de l'ajustement (PAMSCAD) avec un soutien des donateurs atteignant environ 84 millions de dollars. Quelque 24 projets, fortement axés sur la pauvreté, ont été mis en oeuvre par le gouvernement dans le cadre de ce programme, dont quatre volets avec l'aide du PAM concernant l'alimentation dans les écoles, les travaux prioritaires, l'alimentation complémentaire et l'assistance aux personnes redéployées.

13. Outre le PAMSCAD, d'autres instruments ont été mis en place à la fois dans le secteur public et dans le secteur privé pour s'attaquer au problème de la réduction de la pauvreté. Parmi ceux-ci figurent la politique gouvernementale de décentralisation qui vise à donner plus de responsabilités aux assemblées de district, en particulier dans le domaine du développement; la création en 1990 de la Commission nationale de planification du développement (NDPC) chargée de coordonner les activités de planification à l'échelon régional et à celui des districts; la mise en oeuvre de mesures sectorielles spéciales, par exemple le programme d'électrification rurale, l'installation de réseaux communautaires d'adduction d'eau et d'assainissement, et le programme d'éducation extra-scolaire destiné à relever le niveau d'alphabétisation fonctionnelle dans la population. En outre, le gouvernement a élaboré un plan-cadre¹ concernant les activités futures de lutte contre la pauvreté dans le pays. Les objectifs clefs de ce plan-cadre comprennent la promotion d'une croissance rapide de la productivité par la focalisation des efforts sur l'agriculture paysanne; l'élargissement de l'accès des pauvres aux services sociaux; la suppression des contraintes qui pèsent sur le niveau de vie des femmes pauvres et des groupes vulnérables; et la réduction dans toute la mesure du possible des effets de la dégradation de l'environnement.
14. Le but à moyen terme pour la période 1996-2000, indiqué dans le Programme coordonné de politiques de développement économique et social (CPESDP)², et mentionné aussi dans la Note de stratégie nationale (NSN)³, est de consolider les progrès réalisés dans le cadre du PRE et du PAS afin de poser des bases solides pour l'accélération de la croissance au cours des deux prochaines décennies. Les objectifs du programme à moyen terme sont d'améliorer la situation économique et sociale générale et d'éliminer les situations de dénuement extrême par l'encouragement à la créativité, à l'initiative et à la productivité de tous les citoyens. Parmi les domaines prioritaires identifiés, figurent la valorisation durable des ressources humaines, le développement économique tourné vers l'extérieur et la bonne gestion des affaires publiques.

¹ *National Programme for Poverty Eradication* - Gouvernement du Ghana: février 1995.

² Ghana-Vision 2020 (The First Step: 1996-2000): *Presidential Report to Parliament on Co-ordinated Programme of Economic and Social Development Policies* - janvier 1995.

³ Ghana: *Country Strategy Note* - avril 1995. Ce document ne mentionne pas spécifiquement le recours à l'aide alimentaire pour le développement.

Les politiques de sécurité alimentaire

15. L'objectif principal de la politique agricole nationale est de créer un secteur agricole solide et diversifié, qui assure la sécurité alimentaire nationale et fournisse, en quantités suffisantes et à des prix compétitifs, les matières premières nécessaires à la production industrielle. Si le Ghana est sorti de la période de crise alimentaire qui l'a frappé à la fin des années 70 et au début des années 80, il n'en est pas moins confronté à une énorme tâche qui consiste à exploiter pleinement le potentiel de la production locale pour subvenir à ses besoins alimentaires. Le pays est certes autosuffisant en racines et tubercules, mais il parvient rarement à satisfaire la demande de céréales, qui dépasse au total deux millions de tonnes par an, alors que la production totale ne représente en moyenne que 80 pour cent au maximum de ce chiffre. Pour résoudre certains des problèmes qui font obstacle à l'accroissement de la production et de la productivité agricoles dans le pays, le gouvernement, en collaboration avec la Banque mondiale, a élaboré une stratégie à moyen terme de développement agricole (MTADS) pour la période 1990-1995, qui vise à augmenter la production vivrière et à accroître les investissements dans le stockage, la distribution et la transformation des produits, ainsi que dans le développement du marché intérieur. Le gouvernement a également lancé en 1993 un projet concernant l'investissement dans le secteur agricole (ASIP), financé par la Banque mondiale, et dont l'objectif est d'accroître la productivité agricole et rurale, et d'améliorer les revenus ruraux.
16. Le gouvernement a lancé un certain nombre d'actions concrètes dans le prolongement de la MTADS; les prix minimums garantis ont été supprimés et la commercialisation est principalement entre les mains du secteur privé, dominé par un grand nombre de petits commerçants. La Ghana Food Distribution Corporation (GFDC), qui contrôlait le commerce des produits locaux, détient aujourd'hui moins de 10 pour cent du marché. Le gouvernement - en collaboration avec Sasakawa Global 2000, une ONG sans but lucratif - a aussi cherché à démontrer aux agriculteurs que l'adoption d'améliorations technologiques simples, appuyée par la fourniture effective de services d'intrants et de crédit et l'assurance de prix à la production rémunérateurs, pouvait conduire à une augmentation importante des rendements des cultures. Alors qu'il comptait 40 participants en 1986, le programme couvre actuellement plus de 20 000 agriculteurs, dont les rendements, spécialement ceux du maïs, ont plus que doublé.

Politiques d'aide alimentaire

17. De 1991 à 1994, le Ghana a reçu en moyenne 100 000 tonnes environ d'aide alimentaire par an, les principaux donateurs étant les États-Unis et le Canada dans le cas de l'aide programme, et le PAM dans le cas de l'aide projets. Le PAM reste aussi le principal donateur d'aide alimentaire d'urgence. L'aide alimentaire projets a représenté 20 pour cent environ de l'aide alimentaire annuelle au pays.
18. Si aucune politique gouvernementale explicite n'existe en matière d'aide alimentaire, celle-ci, en particulier sous forme de céréales comme le blé et dans une certaine mesure le riz, continue de jouer un rôle important dans le maintien de la sécurité alimentaire et est une source majeure de soutien budgétaire, puisque toute l'aide programme est monétisée. Les besoins annuels d'importations de céréales se chiffrent à quelque 300 000 tonnes (principalement de blé et de riz), qui ne peuvent pas être couverts en totalité par les importations commerciales, le gouvernement continue de compter sur l'aide alimentaire pour combler le déficit vivrier.
19. Le gouvernement prenant de plus en plus conscience de l'élément don de l'aide alimentaire du PAM, et de ses utilisations potentielles pour des activités vivres-contre-



travail permettant de créer des emplois et d'atténuer la pauvreté dans les zones à déficit vivrier du pays, le rôle et l'importance futurs de l'aide alimentaire projets sont appelés à croître. Avant le séminaire SSP avec le gouvernement, qui s'est tenu en juin 1996, le PAM-Ghana avait déjà reçu une proposition de projet forestier. Une deuxième proposition portant sur un projet de développement rural intégré dans la zone de savane du nord devrait être présentée sous peu par le gouvernement.

EVALUATION DES RESULTATS OBTENUS JUSQU'ICI PAR LE PAM

20. Le PAM apporte son aide au Ghana depuis sa création en 1963. Dès le premier projet, qui portait sur la réinstallation des familles déplacées par la formation du lac Volta, l'aide du PAM a couvert différents grands secteurs de l'économie ghanéenne, notamment les transports, la foresterie, les exportations, l'agriculture, la santé et l'éducation. En 1983, le PAM a participé à une réunion du Groupe consultatif sur le Ghana, qui a formulé la stratégie de base du développement et approuvé les propositions de projets présentées à l'appui du Programme d'ajustement structurel du pays. La valeur des projets du PAM approuvés de 1984 à 1989 a atteint 90 millions de dollars, et l'aide multilatérale apportée par le PAM au pays depuis le lancement du PRE n'est dépassée que par l'aide de la Banque mondiale et du FMI.
21. Si, dans le passé, l'aide du PAM s'est concentrée principalement sur les projets de développement, au cours des cinq dernières années et surtout depuis 1993, le Programme a consacré une part croissante de ses ressources à l'aide d'urgence.

VALEUR DES LIVRAISONS DU PAM AU GHANA 1990-1994 (milliers de dollars)

Type/année	1990	1991	1992	1993	1994
Développement	10 366	13 749	6 166	8 348	3 483
Secours	0	0	0	5 037	4 940
Total	10 366	13 749	6 166	13 385	8 423

Aide au développement

Ghana 3273 - "Atténuation des répercussions sociales de l'ajustement structurel"

22. Ce projet a pris fin en mars 1995. Il comprenait trois volets: un volet alimentation dans les écoles fournissant une aide alimentaire à 100 635 internes de 190 établissements d'enseignement secondaire répartis dans tout le pays; un volet travaux prioritaires comportant la fourniture de vivres à 1 700 manoeuvres; et un volet alimentation complémentaire à l'intention de 13 500 enfants.
23. D'une manière générale, l'aide accordée à ce projet a représenté un précieux soutien budgétaire pour le gouvernement dans le cadre du PAS. Il est généralement admis que les fonds recueillis au moyen des contributions fournies par les parents dans le cadre du volet alimentation dans les écoles (le plus important des trois, avec 85 pour cent des ressources alimentaires du projet) ont permis de remettre en état nombre d'écoles, favorisant ainsi

l'acceptation du train de mesures de réforme de l'enseignement adopté par le gouvernement, et la réalisation des objectifs du PAS.

Ghana 4932 - "Alimentation complémentaire, nutrition et éducation sanitaire"

24. Ce projet, d'une durée de quatre ans et d'une valeur de 5,5 millions de dollars, qui a démarré en avril 1995, faisant suite au volet alimentation complémentaire du projet Ghana 3273, fournit une aide alimentaire à environ 24 000 enfants souffrant de malnutrition vivant dans certaines des régions les plus touchées par les déficits vivriers. Il fournit aussi une aide alimentaire aux mères et leur offre l'occasion de recevoir une formation de base dans les domaines de la santé, de la nutrition et de la planification familiale.
25. Une importante caractéristique de ce projet est que les enfants quittent le programme une fois leur état nutritionnel amélioré ou lorsqu'ils atteignent l'âge de cinq ans (l'aide est destinée aux enfants de moins de cinq ans), ce qui permet non seulement de faire de la place à d'autres enfants souffrant de malnutrition, mais évite aussi la création d'une situation de dépendance.

Ghana 2714 "Relèvement du secteur des transports"

26. Ce projet, qui s'est terminé en décembre 1995, combinait une aide alimentaire du PAM avec l'assistance technique et financière de donateurs multilatéraux et bilatéraux pour la réalisation d'importants travaux d'équipement dans le secteur des transports et notamment la remise en état des ports, des routes et des voies ferrées.
27. Les rations alimentaires du PAM ont contribué au maintien de la paix sociale et du moral des travailleurs, ce qui s'est traduit dans le sous-secteur portuaire par une augmentation de la productivité du travail et de la rotation des navires, comme le montre l'accroissement du débit des marchandises manutentionnées dans les deux ports du pays, qui est passé de 2,5 millions de tonnes en 1984 à 5,7 millions de tonnes en 1992. De fait, ces résultats ont été mentionnés dans le rapport de la mission d'évaluation et de gestion du projet du PAM, établi en 1990. Le volet routes de desserte du projet - par la fourniture d'une aide alimentaire aux personnes embauchées sur place, principalement des femmes - a aussi permis de créer des emplois dans un environnement ingrat. Il a permis en outre de transférer des techniques simples de construction de routes de desserte à base de main-d'oeuvre.

Ghana 3919 - "Mise en valeur des ressources forestières"

28. Ce projet - qui visait à améliorer la gestion des ressources forestières du pays et de ses réserves de gibier et de faune, ainsi qu'à soutenir des programmes forestiers et agro-forestiers communautaires - a fourni une aide alimentaire à quelque 9 000 travailleurs et villageois. En septembre 1992, un volet vivres-contre-travail portant sur la remise en état de barrages dans la région de l'Upper East, en collaboration avec le FIDA, y a été ajouté. L'aide alimentaire aux principaux bénéficiaires a pris fin en décembre 1995, tandis que l'assistance à la composante FIDA cessera en octobre 1996.
29. Le projet No 3919, issu de la période de réforme économique et d'ajustement structurel dans le pays (à l'instar des projets No 3273 et 2714) a permis d'augmenter les revenus des travailleurs mal payés et a largement contribué à satisfaire les besoins alimentaires des travailleurs. Il a permis la création de 76 000 hectares de plantations forestières et la



restauration du couvert forestier dans certaines zones écologiquement fragiles. Il a aussi fourni du travail à plus de 3 000 villageois, dont une majorité de femmes employées aux travaux de pépinières et de remise en état des barrages.

Opérations d'urgence

Ghana 5245 - "Assistance aux réfugiés togolais"

30. Dans le cadre de cette opération d'urgence, lancée en février 1993, une aide alimentaire du PAM, d'une valeur de neuf millions de dollars, a été fournie à quelque 100 000 réfugiés togolais entrés au Ghana et installés dans la région de la Volta. À l'issue d'une deuxième mission d'évaluation alimentaire mixte PAM/HCR, en septembre 1995, l'aide alimentaire a été supprimée hors du camp de réfugiés de Kilkor à partir de janvier 1996, sauf dans le cas des réfugiés disposés à rentrer dans leur pays. L'aide alimentaire aux réfugiés du camp de Kilkor a cessé à la fin de juin 1996.

Ghana 5452 - "Assistance aux personnes déplacées dans le nord du Ghana"

31. A la suite des troubles ethniques qui ont éclaté dans certaines zones de la région Nord en janvier/février 1994, causant la destruction de quelque 350 villages, le PAM a fourni, à la demande du Gouvernement ghanéen, une aide alimentaire d'un coût total de sept millions de dollars, à quelque 180 000 victimes du conflit déplacées à l'intérieur du pays. Cette opération d'urgence a pris fin en décembre 1995, après le retour au calme dans les zones affectées.

Libéria 4604 - "Assistance aux réfugiés libériens au Ghana"

32. Le PAM fournit depuis 1990 une aide alimentaire aux réfugiés libériens installés dans le camp de Buduburam au Ghana, dans le cadre d'une opération régionale en faveur des réfugiés libériens accueillis également en Côte d'Ivoire, en Sierra Leone et en Guinée. A l'origine, les bénéficiaires étaient au nombre de 6 000. Toutefois, avec l'aggravation de la situation politique et militaire au Libéria, ce nombre est passé progressivement à 14 000, et l'assistance accordée atteint aujourd'hui environ deux millions de dollars. Depuis mai 1996, le Programme apporte aussi une aide alimentaire à 2 000 réfugiés supplémentaires arrivés par le port de Takoradi.

Atouts et faiblesses de l'exécution

33. L'une des principales caractéristiques des projets de développement du PAM lancés après 1983 est qu'ils ont été choisis sur une liste de propositions du PAS, et que l'engagement du PAM envers ce programme le dispensait de justification spéciale pour chaque projet. Vu les conditions qui régnaient dans le pays lorsque ces projets ont été lancés, l'aide alimentaire du PAM était vitale pour la réussite des grands projets dans lesquels s'insérait cette aide. Les deux projets vivres-contre-travail (Ghana 2714 et 3919) ont grandement contribué à satisfaire les besoins alimentaires des fonctionnaires mal payés et d'autres catégories de bénéficiaires, dont en particulier les ménages et les femmes pauvres. Compte tenu de la situation économique et sociale dans laquelle ils ont été lancés, l'aide alimentaire visant à améliorer la productivité des travailleurs et à lutter contre l'absentéisme généralisé, ces projets n'ont pas été bien ciblés puisque les bénéficiaires étaient en majorité des fonctionnaires.

34. Une deuxième faiblesse des projets vivres-contre-travail est que du fait qu'ils relèvent du secteur public, ils dépendent d'importants financements de sources budgétaires. Alors que

l'aide alimentaire du PAM a été fournie régulièrement pour être distribuée aux travailleurs participant à ces deux projets, il n'y a pas eu de progrès correspondants des résultats, souvent parce que les financements de contrepartie du gouvernement n'ont pas été disponibles pour mener à bien les activités prévues. Dans les deux cas par conséquent, les résultats se sont fait attendre, si bien que le potentiel de l'aide *alimentaire* n'a pu être pleinement réalisé et l'assistance du PAM a été intégrée dans les programmes PAS.

35. Le recours aux fonds générés (par de faibles déductions sur les paiements en espèces des travailleurs) pour financer les opérations de logistique des projets a par ailleurs conduit fortuitement à une situation dans laquelle le gouvernement n'a pu apporter que des contributions régulières minimales aux coûts des projets, et qu'il a même réduit dans certains cas ses allocations budgétaires. Les carences de la surveillance technique ont nui aussi à l'efficacité et au taux d'exécution des projets vivres-contre-travail, tandis que dans un certain nombre de cas, l'insuffisance des fonds gouvernementaux affectés aux transports et aux communications liées au suivi et à l'établissement des rapports s'est traduite par un manque d'informations fiables sur l'état d'avancement et l'efficacité de ces projets.
36. S'agissant des opérations d'urgence, le PAM a pu, grâce à elles, nouer des relations de travail étroites avec un certain nombre d'ONG, dont la Croix rouge ghanéenne (GRC), l'Assemblies of God Development and Relief Services (AGDRS), le National Catholic Secretariat (NCS) et l'Adventist Relief and Development Services (ADRA). L'association du PAM avec les ONG pour la distribution des vivres aux réfugiés et aux personnes déplacées à l'intérieur du pays a eu un effet positif sur le ciblage et la reddition des comptes.

Impact sur les marchés et la production intérieure

37. L'aide annuelle totale du PAM pour le développement et les opérations d'urgence a été négligeable, au cours des cinq dernières années, par rapport à la fois à la production nationale et aux importations. Les livraisons annuelles de produits tels que le riz, le maïs, le niébé, le sucre et l'huile végétale ont représenté dans chaque cas moins d'un pour cent de la production et des importations, et elles ne risquent donc pas d'avoir un effet dissuasif sur la production locale ou de se substituer aux importations commerciales. Par contre, les achats locaux de produits comme le niébé ou le maïs, qui ont dépassé 15 000 tonnes par an au cours des cinq dernières années, et dans une moindre mesure ceux d'huile végétale, ont servi à créer un marché accessible aux produits locaux. En outre, le respect des procédures d'appel d'offres pour ces achats a amorcé un transfert de compétences commerciales de base au profit des acteurs du marché, dont la plupart ne sont pas familiarisés avec les pratiques commerciales formelles. Les échanges de produits, notamment de riz et de maïs, ont aussi contribué à conserver de précieuses ressources en devises au bénéfice des sociétés commerciales qui auraient dû autrement recourir à leurs propres devises pour importer du riz destiné à la vente sur le marché local.

ORIENTATION FUTURE DE L'AIDE DU PAM

Identification des secteurs clefs de l'assistance

38. Conformément aux aspirations nationales, trois secteurs clefs ont été identifiés pour l'assistance du PAM. Ces secteurs, centrés sur le programme national de lutte contre la pauvreté et sélectionnés de concert avec le gouvernement, comprennent notamment des



activités de développement rural, telles que la construction de routes de desserte, ainsi que des travaux d'irrigation et de mise en valeur des terres (pour un montant estimé à 13 millions de dollars), et des activités forestières (pour un montant estimé à 10 millions de dollars). En outre, le PAM fournira une aide alimentaire destinée à subvenir aux besoins alimentaires des groupes les plus vulnérables et à permettre la réalisation d'activités de renforcement des capacités, comme la formation professionnelle de la jeunesse rurale et urbaine sans travail, pour un montant estimé à cinq millions de dollars.

Développement rural

Programme de routes de desserte

39. Les pertes après récolte ont été estimées à 30 pour cent de la production totale du Ghana: ces pertes sont principalement imputables au mauvais état des routes rurales. Le PAM s'attachera à aider les communautés rurales à accroître leur production et leur productivité en améliorant l'accès aux marchés. L'aide alimentaire du PAM soutiendra la remise en état et la construction de routes de desserte. Le PAM travaillera en étroite collaboration avec le Département des routes de desserte (DFR) qui, dans une phase pilote du projet Ghana 2714, avait utilisé avec succès l'aide alimentaire dans son propre programme de travaux. Le DFR a déjà présenté au PAM une nouvelle demande de projet.

Foresterie/agro-foresterie rurales

40. La régression du couvert forestier ghanéen continue d'avoir un impact négatif sur l'agriculture, spécialement dans les zones de savane du nord, où son rythme est le plus rapide. Entre-temps, dans le cadre d'une révision de sa politique forestière nationale en juin 1994, le gouvernement a constaté que la participation des populations rurales à l'effort de développement et de conservation des ressources forestières était le seul moyen praticable et viable pour résoudre ce problème. Conformément à cette nouvelle politique, le gouvernement a élaboré une proposition destinée à accroître la surface forestière et à stabiliser la dégradation de l'environnement dans les zones de savane du pays où le peuplement est le plus dense et les sols dénudés, tout en augmentant les possibilités de revenus offertes aux agriculteurs et à leurs familles et en les sensibilisant davantage aux problèmes de l'environnement. L'aide alimentaire du PAM servira à la fois à créer une incitation et à permettre un transfert de revenus au profit des populations rurales victimes de l'insécurité alimentaire. La foresterie et l'agro-foresterie communautaires ont été entreprises à titre d'activités pilotes dans le cadre du projet 3919 et, comme il est indiqué dans le rapport d'évaluation intérimaire de décembre 1993, ces deux volets ont donné de bons résultats dans ce projet. La politique forestière nationale révisée du gouvernement (juin 1994) prévoit le reboisement de quelque 10 000 hectares par an sur les 20 prochaines années. La proposition de projet présentée par le gouvernement au PAM porte sur l'équivalent de 5 000 hectares par an pendant les cinq prochaines années. Compte tenu du nouvel intérêt que le gouvernement porte aux pratiques forestières et agro-forestières rurales pour freiner la dégradation de l'environnement et protéger les sols dans les zones écologiquement fragiles, une intervention bien conçue du PAM, mise en oeuvre par l'intermédiaire du Département des forêts du Ministère de l'agriculture, pourrait avoir un important impact sur ce secteur.

Activités concernant l'irrigation rurale

41. Pour augmenter la productivité agricole et la valeur des cultures, le programme national de lutte contre la pauvreté prévoit de mettre en valeur de nouvelles sources d'eau ou de renforcer celles qui existent déjà, par exemple les petits périmètres irrigués, les petits barrages, les pompes manuelles ou les puits foncés. Le PAM mettra à profit l'aide alimentaire pour soutenir ces activités. A ce titre, il continuera à appuyer le projet de remise en état de barrages dans la région de l'Upper East, patronné par le FIDA, et sera disposé à accorder une telle aide à des activités similaires entreprises dans d'autres zones rurales de savane. L'organisme chargé de l'exécution sera l'Office de développement de l'irrigation, une émanation du Ministère de l'agriculture.

Activités de développement humain

Alimentation complémentaire

42. L'assistance du PAM, mise en oeuvre par le Ministère de la santé, sera élargie à des programmes destinés à mettre en valeur les ressources humaines et à améliorer la qualité de la vie, et plus spécialement à ceux qui accordent une haute priorité aux femmes et aux enfants. Des interventions spécifiques porteront notamment sur l'assistance à des programmes visant à mettre en place des mesures efficaces pour améliorer la santé, la nutrition et l'éducation de base, en particulier dans les zones rurales. A cet égard, le projet 4932, lancé en avril 1995 et qui se poursuivra pendant quatre ans encore, devrait constituer la principale contribution du PAM à la réalisation des objectifs consistant à améliorer l'état nutritionnel des enfants de moins de cinq ans des ménages pauvres, et à dispenser aux mères une éducation en matière de santé et de nutrition.

Soutien à la formation professionnelle

43. Le PAM fournira une aide alimentaire au programme de formation professionnelle de la jeunesse rurale sans emploi, qui est mis en oeuvre par le Département du développement communautaire et du logement rural. Les stagiaires sont formés à des spécialités telles que la maçonnerie, la charpenterie, la peinture en bâtiment, etc. afin d'améliorer leurs chances de trouver des emplois qualifiés. L'enseignement est gratuit, mais les stagiaires sont censés se nourrir pendant la durée de leur stage. Toutefois, la majorité d'entre eux ne réussissent pas à aller jusqu'au bout du stage, faute de nourriture. L'aide alimentaire du PAM leur permettra d'accomplir le stage complet. Le PAM examinera aussi la possibilité d'accorder une assistance aux programmes de formation professionnelle s'adressant aux enfants sans abri et aux enfants qui travaillent dans les zones urbaines.

Le rôle de la société civile

44. Le PAM prévoit un rôle croissant de la société civile, par une plus large participation des ONG à l'exécution de ses programmes. En outre, la politique de décentralisation du gouvernement, qui accorde des pouvoirs accrus aux administrations régionales et aux assemblées de district, permettra aux communautés locales de jouer un plus grand rôle dans la mise en oeuvre des projets du PAM.

Les groupes cibles et le ciblage géographique

45. On estime qu'environ 4,7 millions de personnes souffrent de la pauvreté et 2,3 millions d'une extrême pauvreté au Ghana (estimations de 1992). Le principal groupe cible de l'aide alimentaire est celui des familles les plus pauvres, notamment les femmes et les enfants,



dans les zones les plus exposées à l'insécurité alimentaire. Parmi ces personnes, les groupes les plus pauvres et les plus touchés par l'insécurité alimentaire que le programme du PAM puisse raisonnablement espérer atteindre sont :

- a) les ménages de petits paysans marginaux;
- b) les ouvriers agricoles et les travailleurs indépendants hors secteur agricole;
- c) les personnes employées dans le secteur privé informel.

46. Le PAM concentrera son attention sur les zones identifiées par les enquêtes GLSS et reconnues par le gouvernement parmi celles où la pauvreté a la plus forte incidence. Sur la base de l'incidence de la pauvreté, les zones les plus défavorisées sont:

- a) la zone rurale de savane comprenant les régions administratives de l'Upper East, de l'Upper West et du Nord (en particulier les districts limitrophes de la région de l'Upper East);
- b) la zone rurale de forêt, et spécialement les poches de région de la Volta, et des régions Centrale et Ouest, où également les conditions de vie sont extrêmement dures.

La prévention des catastrophes et le continuum urgence-développement

47. L'aide alimentaire ciblée sur la zone rurale de savane, spécialement dans la région de l'Upper East, aura pour but de remédier aux mauvaises récoltes permanentes dans la région par suite de la sécheresse, qui a motivé en 1991 la déclaration de l'état d'urgence, exigeant l'intervention du PAM, mais qui même en année normale aboutit à une période creuse durant à peu près de février à mai. A cet égard, l'assistance du PAM au projet de remise en état et de construction de barrages financé par le FIDA, qui vise à assurer un approvisionnement en eau pour l'agriculture tout au long de l'année, contribuera à réduire la fréquence des mauvaises récoltes résultant du manque d'eau et à atténuer les catastrophes à l'avenir. Cette assistance doit se terminer en octobre 1996, mais la possibilité de mettre en oeuvre une deuxième tranche sera examinée. Il sera tenu compte de la proposition d'entreprendre des activités vivres-contre-travail principalement pendant la période creuse, ainsi qu'aux époques où les travaux agricoles n'exigent pas toute la main-d'oeuvre disponible.

48. Les accords de collaboration et autres liens avec le Programme de mobilisation nationale (organisme gouvernemental chargé de coordonner les activités relatives aux catastrophes), ainsi qu'avec les ONG, seront renforcés afin que l'aide contribue à la fois à atténuer les effets des catastrophes et à assurer le relèvement.

Perspectives de programmation conjointe avec d'autres organismes

49. Le PAM harmonisera ses programmes de développement pour la période 1996-2000, afin de prendre en compte les priorités gouvernementales en matière de développement économique et social à moyen terme, telles qu'elles sont entérinées par le CPESDP (Ghana - Vision 2020, couvrant la période 1996-2000) et la NSN. Le PAM harmonisera aussi ses programmes avec les cycles des autres organismes des Nations Unies qui travaillent au Ghana, notamment le PNUD, le FNUAP, l'UNICEF et la FAO. Les programmes par pays actuels de l'UNICEF et du FNUAP couvrent la période 1996-2000. Le cinquième programme par pays du PNUD se termine en décembre 1996, et le sixième devrait aller de janvier 1997 à 2000. Le PAM étudiera la possibilité d'intégrer dans ses projets de développement les activités du FNUAP en matière d'éducation démographique.

50. Le programme de développement du Ghana bénéficie de l'assistance de nombreux organismes tant bilatéraux que multilatéraux. Étant donné que les organismes multilatéraux sont appelés à jouer un rôle clef dans la réalisation des objectifs du plan à moyen terme dans le cadre de la NSN, il existe des occasions d'harmoniser les programmes de ces différents organismes. Dans le cas du programme par pays du PNUD, qui est aussi axé sur la lutte contre la pauvreté, les deux organismes pourraient harmoniser leurs programmes dans ce domaine. L'UNICEF a aussi exprimé son soutien à des projets d'infrastructure comme celui de l'approvisionnement en eau des communautés, ainsi qu'aux programmes qui s'intéressent spécialement aux femmes. Une liste commune de projets - établie par un groupe de travail interorganisations - devrait être prête d'ici octobre 1996. Les organismes intéressés devraient coopérer à la mise en oeuvre de ces projets d'intérêt commun.

Modalités de l'assistance du PAM

51. La monétisation ne devrait guère tenir une place importante dans cette tranche du programme. Néanmoins, des produits alimentaires pourraient être vendus en faibles quantités pour financer l'achat de ressources complémentaires, selon les besoins. Il existe toutefois des possibilités d'achat de produits sur place, par exemple, maïs, niébé, sorgho, mil et huile végétale. Des possibilités d'échanges de produits existent aussi dans le pays, le choix préféré étant, d'après l'expérience acquise dans le passé, l'échange de riz du PAM contre du maïs local et, dans une moindre mesure, de maïs jaune contre du maïs blanc local.

Niveau des ressources

52. Les ressources qui seront allouées au Ghana dépendront du niveau global des ressources du PAM. Toutefois, compte tenu de l'ampleur du programme de développement envisagé, la valeur de l'aide du PAM devrait atteindre en moyenne sept à huit millions de dollars par an pendant la durée du programme.

Implications opérationnelles

53. Des entretiens et des échanges de vues ont eu lieu. Le présent SSP a fait l'objet d'un accord avec le gouvernement en ce qui concerne les nouvelles orientations de l'aide alimentaire du PAM au Ghana. En raison de l'achèvement prochain des projets de développement en cours, le moment est particulièrement propice à l'adoption d'une approche programme de l'assistance du PAM au Ghana. Il est donc opportun de mettre l'accent sur une approche intégrée des activités de développement rural. La mise en oeuvre d'une aide programme au Ghana exigera aussi un surcroît d'efforts afin de renforcer les liens, non seulement entre les projets en cours d'exécution avec l'aide du PAM, mais aussi avec les institutions gouvernementales, les organismes des Nations Unies, les donateurs bilatéraux et les ONG.

PROBLEMES CRUCIAUX ET RISQUES

54. La permanence de l'insécurité en Afrique de l'Ouest pourrait, en augmentant le nombre des réfugiés, perturber l'exécution du programme de travail du PAM et de celui du gouvernement, et détourner ressources et attention des activités de développement. De même, le retour des troubles ethniques dans le nord du pays pourrait avoir des



répercussions sur la mise en oeuvre des programmes de développement dans cette région appartenant à la zone rurale de savane.

55. L'existence d'un système efficace de coordination entre les divers organismes gouvernementaux est une condition *sine qua non* de la réussite du programme envisagé. Cela est d'autant plus important qu'il y a eu, précédemment, des exemples d'organismes gouvernementaux responsables de différents aspects du même projet du PAM qui n'ont pas réussi à coordonner leurs activités et leurs rapports. D'où la nécessité d'une instance globale de coordination. Le gouvernement est convenu de créer une telle instance pour chaque projet.

ANNEXE I

GHANA: RÉPARTITION DE LA PAUVRETÉ PAR ZONE, 1988-1992			
Zone	1988	1989	1992
	<i>Pourcentage</i>		
Accra	1,9	4,7	6,0
Autres zones urbaines	23,6	19,5	22,0
Zone rurale côtière	14,5	16,5	12,9
Zone rurale forestière	31,0	30,3	31,0
Zone rurale de savane	30,0	29,0	28,1
Total	100,0	100,0	100,0

Source: Ghana, Poverty, Past, Present and Future, World Bank, June 1995.

ANNEXE II

INDICE DE PAUVRETÉ PAR RÉGION ADMINISTRATIVE			
Région	1987/88	1988/89	1991/92
Ouest	17,4	29,1	39,1
Centrale	50,4	41,7	27,4
Grand Accra	11,1	23,6	22,8
Est	34,9	46,9	25,6
Volta	51,8	56,0	31,1
Ashanti	42,5	41,3	22,1
Brong Ahafo	31,3	27,5	40,5
Nord	47,3	68,7	42,4
Upper West	58,5	55,2	55,8
Upper East	60,5	50,1	32,5
Toutes régions	36,9	41,8	31,4

Source: The Pattern of Poverty in Ghana 1988-1992: Ghana Statistical Service, Novembre 1995.



ANNEXE III

ÉTAT NUTRITIONNEL DES ENFANTS DE 1-35 MOIS PAR RÉGION

Région	Taille pour l'âge (% en-dessous de -2 ET) ¹	Poids pour la taille (% en-dessous de -2 ET)	Poids pour l'âge (% en-dessous de -2 ET)
Centrale	23,0	11,5	21,5
Est	25,0	5,9	20,6
Grand Accra	15,7	7,9	16,9
Volta	19,8	10,4	24,0
Ashanti	27,9	8,4	22,6
Brong Ahafo	24,5	13,0	33,2
Nord	35,9	19,0	41,3
Upper East	26,0	14,5	47,6
Upper West	33,3	20,6	32,8
TOTAL	26,0	11,4	27,4

¹ SD: Écart-type.

Source: Ghana Demographic and Health Survey, 1993.

ANNEXE IV

GHANA: CONTRIBUTION À LA PAUVRETÉ NATIONALE PAR GROUPE SOCIO-ÉCONOMIQUE, 1988-1992

Groupe socio-économique	1988	1989	1992
	<i>Pourcentage</i>		
Fonction publique	8,9	9,0	9,3
Travailleurs du secteur privé formel	3,1	4,5	2,1
Travailleurs du secteur privé informel	2,4	2,1	2,7
Producteurs de cultures d'exportation	8,5	7,4	7,5
Agriculteurs de subsistance	54,9	49,4	54,4
Travailleurs indépendants	21,3	26,7	22,7
Inactifs	0,9	0,9	1,3
Total	100,0	100,0	100,0

Source: Ghana, Past, Present and Future, World Bank, June 1995.